

Intervention

Président Valéry Giscard d'Estaing

« La chance à saisir pour relancer l'Europe »

Clôture des « Entretiens sur l'Europe » au Conseil d'État

14 juin 2017

Monsieur le vice-président du Conseil d'État,

Monsieur le ministre (Védrine),

Monsieur l'Ambassadeur (Le Roy),

Messieurs et Mesdames les présidents de section,

Mesdames et Messieurs,

Je suis heureux d'être parmi vous, au Conseil d'État, pour cette session de clôture des « Entretiens sur l'Europe » et je remercie son vice-président, M. Jean-Marc Sauvé, de m'y avoir convié.

Vos 12 conférences thématiques se sont articulées autour de trois axes : l'architecture, les politiques et l'identité de l'UE.

Lorsqu'on utilise le mot d'Europe, on fait allusion à 4 réalités différentes :

- la première est une notion géographique : le territoire de l'Europe que le Général de Gaulle décrivait comme s'étendant de l'Atlantique à l'Oural,
- l'Union européenne, c'est-à-dire l'Union à – bientôt - 27,
- la Zone Euro avec ses dix-neuf membres,
- le groupe des États qui souhaitent poursuivre l'intégration européenne.

Beaucoup de confusion résulte de l'usage de ce mot. J'essaierai pour ma part d'être précis. Vos travaux, si je comprends bien, concernent l'Union européenne c'est-à-dire l'Europe à 28. Je la connais bien puisque son organisation faisait l'objet des travaux de la Convention européenne de 2002 et 2003, et ces travaux ont abouti au fait que, pour moi, lorsque je parcours l'Europe, je ne vois plus de frontière.

M. Védrine et M. Le Roy viennent de débattre du poids de l'UE dans le monde.

Ce poids de l'Union est souvent sous-estimé.

Mais avec 23,8% du PIB mondial contre 22,2% pour les États-Unis, et 13,4% Chine (2014), l'UE est le premier contributeur au PIB mondial. Elle est, aussi, le premier exportateur et importateur mondial, le principal investisseur et bénéficiaire des investissements étrangers et le premier donateur mondial – bref **la première zone économique du monde !**

Sa population représente 7 % de la population mondiale ; c'est aujourd'hui le 3ème ensemble mondial le plus peuplé, après la Chine (18,7% de la population mondiale) et l'Inde, mais toujours devant les États-Unis (4,4%).

Pour véritablement peser, l'Union doit se réinventer. **Le contexte international est en train de changer** devant nous et nous devrions voir ce « *momentum* » comme une opportunité historique à saisir :

- Nous assistons, depuis quelque temps déjà, au **réveil des géants** que sont la Chine (avec sa nouvelle route de la Soie « *One belt, one road* » et le concept des « 4 rêves chinois »), l'Inde, le Brésil ; et dans ce monde de grands pôles régionaux, l'Occident perd en importance ;
- Le **leadership américain commence à se fissurer** avec un président américain peu prévisible, qui dégrade les codes de l'ordre mondial post-1945 et désengage les États-Unis, remettant en question la communauté de destin qui nous lie, notamment, au sein de l'OTAN ; cela correspond à l'ère de l'hyper-communication et –médiatisation ;
- Le **Brexit** et les **scores élevés de partis antisystèmes et extrêmes**, presque partout en Europe, témoignent d'une **perte de confiance de nos populations** ;
- **En Allemagne**, la chancelière Angela Merkel a vu les relations avec ses partenaires se crispier (Turquie et Russie) et le lien avec les États-Unis se distendre, ce qui lui fit reconnaître après le G7 de Taormina que « *nous devons lutter nous-mêmes, en tant qu'Européens, pour notre avenir et notre destin* » ;
- **En France**, le nouveau président de la République a été élu alors qu'il fût le seul candidat se revendiquant ouvertement de l'héritage européen. Il propose une dynamique nouvelle.

C'est une chance à saisir, pour nos deux pays et pour relancer l'Europe.

Quel est le problème numéro 1, en Europe, aujourd'hui ?

Il n'y a plus de vision. Il n'y a plus d'objectif tangible et qui fasse sens pour les citoyens. L'objectif initial était la paix entre partenaires Européens. Or cet objectif est pleinement atteint aujourd'hui, et n'est pas remis en cause par les menaces terroristes venues de l'extérieur.

D'ailleurs, si nous avons une vision claire pour l'avenir de l'UE, le précédent créé par le *Brexit* ne ferait pas si peur aux Européens.

Mais lorsqu'un membre important quitte le bateau - qui navigue à vue – les autres y demeurent déboussolés.

Le Royaume-Uni tend un miroir à ceux qui restent à bord dans lequel ils sont bien obligés de regarder : qui sommes-nous ? voulons-nous rester ensemble ? et où allons-nous ?

Pour ma part, j'y vois quelque chose qui ne semble pas encore pleinement admis au sein de l'Union : **il y a, en fait, deux Europe !**

Depuis le début, avec le lancement par le couple Monnet-Schuman de la CECA, et ensuite avec les Traités de Rome de 1957, nous avons eu **un projet d'intégration** visant, à terme, une forme de Fédération d'États-nations.

De l'autre côté, il y eut dès 1960 **un projet commercial souple de libre-échange** : *l'Association européenne de libre-échange* (AELE) créée autour du Royaume-Uni qui a fini par adhérer, comme 4 de ses 7 membres, aux communautés européennes.

L'erreur a été de ne pas admettre que les tenants de ce deuxième projet ne se fonderaient pas dans le moule du projet d'intégration ! ... Erreur historique de jugement politique.

Que les Britanniques veuillent aujourd'hui sortir le pied qu'ils gardaient dans l'UE ne doit pas faire douter le cercle de la première Europe, l'Europe des fondateurs.

Au contraire, cela clarifie les choses.

La situation de négociation du *Brexit*, qui s'ouvre la semaine prochaine est, d'ailleurs, **plutôt favorable à l'Union** :

- 50 % des exportations britanniques vont vers l'UE mais 6% seulement des exportations de l'UE vont vers le RU.

- pour l'UE, fermer sa frontière avec le RU ne représente pas un grand enjeu.

- le RU n'est pas moins concerné par le sort de ses ressortissants dans l'UE (1,2 millions) que l'UE des siens au RU (3,3 millions). La peur d'un chantage britannique est donc injustifiée.

Il faudra défaire ce qui a été noué en 43 ans. Ce sera complexe, mais c'est l'affaire des Britanniques.

Souhaitons que les négociations du *Brexit* se passent dans la sérénité.

Si le Conseil européen du 22 mai dernier a adopté une décision « portant désignation de la Commission européenne en tant que négociateur de l'UE », n'oublions pas que selon les Traités (art. 50 et art. 218), c'est bien le Conseil qui adopte les directives de négociation.

La Commission et son négociateur désigné, auront à préparer le travail de négociation, mais lorsque les décisions seront à prendre, il faudra remonter au niveau du Conseil.

Et j'espère que les négociateurs européens méditeront que ce n'est pas par une attitude punitive contre les Britanniques que l'on retiendra d'autres États membres aujourd'hui, sceptiques, dans l'Union.

La peur ne peut pas remplacer le projet, comme ciment de l'Union !

Ce projet, quel est-il ?

Je vous propose le suivant : après avoir atteint la paix, visons la puissance économique !

Créons d'ici 2025, sur le sol européen, une puissance économique mondiale, EUROPA.

En 2060, la population européenne ne représentera plus que 4% de la population mondiale. Et aucun de ses États membres ne comptera plus de 1% de la population mondiale.

Dans une perspective plus proche, en 2030, les Européens seront la population la plus âgée du monde (45 ans, contre 40 aux États-Unis et 21 en Afrique). La portée de ce défi démographique – et migratoire – est malheureusement totalement sous-estimée aujourd'hui.

C'est dire que notre influence et notre rayonnement socio-culturel risquent de se diluer si nous n'agissons pas.

Les pères fondateurs de l'Union avaient prédit : « l'Europe ne se fera pas d'un coup, elle se fera **par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait**».

Mais prenons garde à ne plus promettre des objectifs illusoire à nos peuples. On l'a fait pour « l'Europe sociale ». On le fait, en ce moment, avec « L'Union de la défense ». Nos pays ont des traditions, des conceptions stratégiques et des priorités différentes, et l'échec de projets déjà lancés par le passé comme la « force d'intervention rapide » (1999) démontrent que nos pays ne sont pas prêts à un tel saut fédéral. Disons-le clairement. Bien sûr, il sera toujours utile de lancer des coopérations sur le plan industriel ou militaire, et les dernières propositions de la Commission européenne semblent aller plutôt dans ce sens. L'élection présidentielle française a démontré que les gens recherchent autre chose.

En revanche, une avancée est possible sur le terrain de l'économie.

La « nouvelle réalisation concrète » après la monnaie unique, c'est **l'Union fiscale : pour l'imposition égale des revenus, des sociétés, des personnes, et des patrimoines.** Il n'y a plus, aujourd'hui,

aucune raison historique ou sociale à ce qu'il subsiste des réglementations aussi divergentes dans des pays si semblables et qui communiquent si aisément entre eux.

Entendons-nous : il ne s'agit pas pour chaque État de négocier avec ses voisins le rapprochement de leurs fiscalités, ce qui est une tâche sans fin, et sans résultat ! Il s'agit au contraire de proposer un "modèle fiscal européen unique", dont chaque État se rapprochera graduellement.

On créera ainsi la zone "euro-fiscale". Après quoi il deviendra naturel de **mettre en commun les dettes publiques, et de créer un "Trésor Européen", unique émetteur de la dette.** (Ce qui, bien évidemment, ne dispensera pas les États membres des réformes structurelles et budgétaires ...)

Proposée à l'opinion grâce à **une méthode réaliste et un calendrier contraignant jusqu'en 2025**, une telle unification récoltera nécessairement une réaction positive, tant le système actuel semble désuet et complexe !

Les objectifs sont d'être capables de rivaliser avec les grands concurrents, comme la Chine ou les États-Unis ; de stabiliser et développer les emplois ; et de conserver nos valeurs culturelles et sociales, en les adaptant aux réalités contemporaines.

EUROPA pourrait viser à devenir la puissance-leader dans la production et le développement durable, l'innovation et la qualité de vie!

Qui ferait partie de cet ensemble ?

Les États volontaires qui, dans la lignée du projet Schuman-Monnet, ont adopté une monnaie commune et souhaitent aller plus loin sur la voie de la « Fédération d'États-nations ». Ils développeront leur projet d'intégration pour eux-mêmes, sans chercher à entraîner - au sein des institutions européennes - leurs partenaires dans une intégration qu'ils refusent.

Pour que le peuple européen se considère comme partenaire du projet, il ne suffit pas de le consulter, il faut l'associer. C'est pourquoi les Parlements nationaux devront être directement impliqués. À cette fin, il conviendra de réunir un « **Congrès des peuples d'Europa** », composé pour un tiers des députés européens élus dans Europa et pour deux tiers de parlementaires nationaux.

Aussi faudra-t-il replacer le projet européen dans **une dynamique positive** et faire de la pédagogie. Les médias ont un rôle essentiel à jouer pour en finir avec le ton eurosceptique, qui inspire particulièrement les média anglo-saxons, mais aussi français.

D'abord, réaffirmons clairement que le projet d'Union est un projet ouvert auquel les membres consentent librement. **L'Union n'exerce que les compétences que ses membres lui attribuent.** Elle n'est donc pas un « rouleau-compresseur » qui déposséderait les États de leur souveraineté. Au contraire, il faut faire comprendre à l'opinion qu'en coordonnant certains champs d'actions, nous gagnons une **souveraineté plus ample, à l'échelle du continent**, au moment où se forment les grands pôles dans le monde. C'est une question de dimension.

Puis « le contenu et la forme de l'action de l'Union n'excèdent pas ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs des traités ». C'est le **principe de proportionnalité** (art. 5 TUE). Les acteurs institutionnels doivent scrupuleusement en tenir compte.

Pour ce qui est de l'exercice des compétences partagées entre Union et États, soit expliqué clairement qu'en vertu du **principe de subsidiarité** (art.5 TUE), « l'Union intervient seulement si les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être atteints de manière suffisante par les États membres mais mieux au niveau de l'Union. »

On m'opposera que ce n'est pas en parlant le jargon juridique bruxellois que l'on ré-enchantera les citoyens. Mais c'est le non-respect de ces principes simples et de bon sens qui est critiquable !

Les leaders politiques doivent cesser de se défausser sur le dos de l'Europe, mais prendre date pour l'améliorer.

Au risque d'être taxé par M. Védrine de « téléologiste de l'Union sans cesse plus étroite » qu'il décrie dans son ouvrage « Sauver l'Europe » (2016), **j'invite à prendre ouvertement position pour le projet européen, mais repensé, comme l'a fait le Président de la République française !**

Cela implique d'analyser lucidement les dysfonctionnements actuels de l'UE mais aussi à reconnaître que l'Union de nos pays est **l'exemple le plus accompli de coopération pacifique dans le monde**. C'est l'espace partagé de liberté et de démocratie qui offre les standards sociaux les plus élevées à ses citoyens.

L'Euro, quoiqu'il reste trop géré dans l'ombre du dollar – est la deuxième monnaie de réserve du monde et représente une opportunité pour les consommateurs et les acteurs économiques ! Une large majorité des citoyens souhaite d'ailleurs le maintenir.

Complétons donc ce dessein par l'Union fiscale, sur la voie de la puissance.

C'est une avancée pragmatique, qui changera concrètement le quotidien des gens, et leur permettra de vivre leurs rêves.

Le facteur clé du changement est le **leadership politique**. Nous avons besoin de dirigeants courageux pour façonner cette superpuissance européenne.

Toutes les grandes avancées en Europe ont été le fruit de la coopération franco-allemande. Regardez une carte : l'Allemagne et la France sont au cœur de l'Europe. Nos populations réunies représentent 30% de la population de l'UE, nos PIB 42% du PIB de l'Union (sans le Royaume-Uni). Nos cultures, traditionnellement différentes, permettent d'entraîner aussi bien les Etats du Nord que ceux du Sud ou de l'Est.

Sans un partenariat solide et fiable de nos deux pays, cette puissance économique ne sera pas créée. L'amitié est solidement ancrée entre nos populations, reste à retrouver la confiance entre nos dirigeants.

Cela passe par les réformes que nos partenaires attendent de nous et par la mise en place systématique d'un dialogue sur les grands sujets.

Je suis convaincu que la chancelière allemande et le président français s'engageront dans ce projet pour bâtir, sur notre sol, **la puissance économique du monde de demain.**

Ainsi, lorsque nous regarderons de nouveau dans le miroir qui nous sera tendu à la prochaine crise venue, nous y verrons **les contours d'un ensemble solide et déterminé à aller de l'avant !**

Je vous remercie.